



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

Direction des Actions Interministérielles  
et du Développement Durable

Bureau des Politiques Territoriales  
et du Développement Durable

Arrêté Préfectoral n° 07 DAIDD 1 IC 138.3  
Autorisant le Syndicat Mixte BEAUCE GATINAIS  
VALORISATION à succéder au Syndicat Intercommunal  
de Collecte et de Traitement des Résidus Urbains de la  
Vallée du Loing, pour l'exploitation de l'installation de  
stockage n°1 d'ordures ménagères située à Château-  
Landon au lieudit « l'Etang de Montfort ».

Le préfet de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'honneur,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le Livre V, Titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18, relatif aux installations classées pour l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 85 DAGR 2 IC 069 du 28 juin 1985, délivré au Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Résidus Urbains de la Vallée du Loing,

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 97 DAE 2 IC 277 du 10 décembre 1997, délivré au Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Résidus Urbains de la Vallée du Loing,

**VU** la demande d'autorisation de changement d'exploitant présentée par le Syndicat Mixte BEAUCE GATINAIS VALORISATION en date du 13 janvier 2005,

**VU** le rapport du Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement n° E/2007-71 du 19 janvier 2007,

**VU** l'avis exprimé par la Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 5 avril 2007,

**VU** le projet d'arrêté notifié le 27 avril 2007 à l'exploitant,

**VU** la lettre du Syndicat Mixte BEAUCE GATINAIS VALORISATION du 2 mai 2007 approuvant le projet d'arrêté préfectoral,

**SUR** la proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

**ARRETE**

## **ARTICLE 1**

Le Syndicat Mixte BEAUCE GATINAIS VALORISATION (BGV), dont le siège social est situé Route de Bouzonville en Beauce à Pithiviers (45300), est autorisé à succéder au Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Résidus Urbains (SICTRM) de la Vallée du Loing, pour l'exploitation de l'installation de stockage n°1 d'ordures ménagères située à Château-Landon au lieudit « L'étang de Montfort ».

## **ARTICLE 2**

Le Syndicat Mixte BEAUCE GATINAIS VALORISATION est tenu, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2 IC 277 du 10 décembre 1997, notamment pour ce qui concerne le maintien en état de la réhabilitation et de réaménagement final de l'installation de stockage et les dispositions fixées pour le programme de suivi post-exploitation de 30 années.

## **ARTICLE 3 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 4 - Notification**

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception.

## **ARTICLE 5 - Information des tiers** (article 21 du décret du 21 septembre 1977)

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Château-Landon et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire. Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

## **ARTICLE 6 - Délais et voies de recours**

(article L 514.6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif uniquement (tribunal administratif de Melun-43 rue du Général de Gaulle 77000 MELUN):

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## ARTICLE 7

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de Fontainebleau,
- le Maire de Château-Landon,
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée au Syndicat Mixte BEAUCE GATINAIS VALORISATION sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 7 mai 2007

Le Préfet ,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire-Général

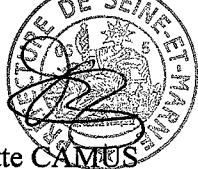
Signé : Francis VUIBERT

Pour ampliation:

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation

Le chef du bureau



Brigitte CAMUS

## DESTINATAIRES :

- Exploitant,
- M. le Sous-Préfet de Fontainebleau,
- M. le Maire de Château-Landon,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le directeur départemental du travail et de l'emploi, Inspecteur du travail
- M. le directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- SIDPC,
- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie,
- M. Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France à Paris,
- M le chef de groupe de subdivisions de la direction régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France - Savigny

